

*Le budget—M. MacLaren*

Le Canada traverse actuellement une terrible crise de l'emploi. On nous sert un budget qui ne fait absolument rien. En tout cas, il n'éloignera pas les loups de la bergerie. C'est un budget conservateur.

**M. Cooper:** Quelle honte!

**M. Waddell:** Je répète au député, avant qu'il ne s'en aille, que c'est un budget conservateur parce que c'est un budget immobiliste. En réalité, il ne propose absolument rien. Essentiellement, il favorise les grandes entreprises, et c'est tout. Oublions les petites entreprises, les consommateurs, les jeunes, les femmes, les pauvres et les étudiants. Oublions-les. Le budget s'adresse uniquement à un certain groupe de la société.

Mes amis à ma droite affirment que ce n'est pas un budget conservateur. Il y a quelques minutes, le premier ministre de l'Ontario, M. Bill Davis, a dit qu'à son avis, il s'agissait d'un très bon budget. Il l'a bien apprécié. Un de mes collègues me dit que c'est parce que cet homme est un libéral. Nous l'ignorons. Par contre, nous savons que les évêques catholiques ont inauguré l'année 1983 en lançant un appel au gouvernement pour qu'il accorde la priorité aux véritables victimes de la récession, les chômeurs, les assistés sociaux, les travailleurs pauvres et ainsi de suite. Les évêques réclamaient que l'on mette l'accent sur la lutte contre le chômage, qui frappait alors un million et demi de Canadiens. Au lieu de cela, le budget prévoit—et ces chiffres ne sont pas inventés, ils ne sortent pas de l'imagination fertile des socialistes, puisqu'ils sont tirés des documents budgétaires eux-mêmes—que 1,495,000 Canadiens seront en chômage cette année, qu'ils n'auront aucun espoir de trouver du travail et que leur seule source de revenu sera l'assistance sociale. Voilà à quoi se résume le budget, monsieur le Président.

Je voudrais traiter de certains mythes au sujet de ce budget. D'abord, on dit que c'est un budget de la reprise. Nos avons entendu les ministériels le qualifier de budget de la reprise. Quelle reprise? On lit dans le budget—ce n'est pas moi qui l'affirme, mais le budget lui-même—que moins de Canadiens travailleront qu'en 1982. Autrement dit, le nombre de travailleurs ayant un emploi sera moins élevé en 1983 qu'en 1982. La diminution sera de 0.6 p. 100. Par ailleurs, d'après le budget, le taux de chômage sera de 12.4 p. 100, puis il passera à 11.4 p. 100, ce qui n'est pas une diminution importante.

Ce qui me dérange, ce n'est pas seulement le niveau de chômage—tu parles d'une relance quand le taux de chômage sera de 12 p. 100!—mais c'est que nous commençons à accepter que le taux de chômage reste élevé en permanence, nous le considérons comme inévitable, je vous le signale. C'est inadmissible. Non seulement il entraînera les jeunes à leur perte, mais il créera une génération de zombies. Ce n'est pas tout: il mènera le Trésor, la CAC et l'assistance sociale à la faillite. Le programme d'assurance-chômage ne peut pas tenir le coup ainsi; il n'a pas été créé dans ce but. Les provinces feront faillite à cause de l'assistance sociale. Nous ne pouvons pas supporter un chômage aussi élevé et nous ne devrions pas l'accepter.

Que dit le budget? Que nous sommes sur la voie de la reprise. Je viens de faire une tournée dans le sud-ouest de l'Ontario; je suis allé à Niagara Falls, St. Catharines, Welland, Thorold, Hamilton, Windsor et ainsi de suite. J'ai cherché des signes de reprise. Je suis retourné dans ma circonscription à Pâques, et mes collègues aussi. Avez-vous remarqué cette reprise, monsieur le Président? Y a-t-il des signes de

reprise? J'en ai cherché partout et je regarde sous les chaises maintenant. Où est la reprise? D'après les libéraux, elle est toute proche. Il y a une reprise pour quelques banquiers et quelques personnes qui jouent à la bourse. De vieux économistes comme le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) voient des signes de reprise, mais je signale au député qui hurle après moi qu'il n'y a pas de reprise pour le Canadien moyen.

**M. Evans:** C'est ridicule.

**M. Waddell:** Le postulat sur lequel repose avant tout ce budget, c'est qu'il faut attendre la reprise aux États-Unis. C'est ce qu'on dit dans les documents budgétaires; nous allons attendre Ronald Reagan. Nous n'avons pas encore vu de reprise.

Le deuxième mythe du budget, c'est que l'on va créer des emplois. Le budget prévoit injecter 4.8 milliards dans la création d'emplois sur une période de quatre ans cependant. Le ministre a omis d'insister sur ce point dans son exposé budgétaire. Cette somme sera étalée sur une période de quatre ans. La somme d'argent supplémentaire qui sera investie l'année prochaine ne sera que de 440 millions de dollars. Nous payons plus de 12 milliards de dollars par an pour l'assurance-chômage et il n'y a pas de véritables mesures de création d'emplois dans ce budget.

Il y a un troisième mythe dans ce budget. Le ministre a très peu de liberté de manœuvre à cause de l'ampleur du déficit. Monsieur le Président, si nous pouvions rendre un emploi aux travailleurs par des programmes fédéraux et provinciaux, nous pourrions produire des recettes et nous débarrasser d'une partie des chômeurs et des assistés sociaux, ce qui ferait baisser le déficit. Il n'y a aucun risque que les taux d'intérêts augmentent parce qu'il y a beaucoup d'argent à prêter. Les entreprises n'empruntent pas pour s'étendre. Voilà ce qui se passe en réalité. Le gouverneur de la Banque du Canada et la société Dominion Securities de Toronto ont dit que les entreprises n'empruntent pas. D'après moi, rien n'empêchait le ministre des Finances (M. Lalonde) de présenter un budget stimulateur et il aurait pu le faire s'il avait admis que le chômage est le problème majeur.

Il y a un quatrième mythe dont je voudrais parler cet après-midi, c'est que les citoyens ordinaires ne payeront pas autant d'impôts. En fait, ils vont payer beaucoup plus d'impôts; j'en parlerai après le déjeuner.

**Le président suppléant (M. Blaker):** Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

## REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

\* \* \*

## LA CHAMBRE DES COMMUNES

LA DÉMISSION DE M. MARK ROSE

**Mme le Président:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu avis d'une vacance survenue à la Chambre à la suite de la démission de M. Mark Rose, député de la circonscription électorale de Mission-Port Moody. J'ai donc transmis